

La Banque Scotia affiche de solides résultats pour le trimestre

Chiffres clés du trimestre par rapport à la même période il y a un an

- Revenu net de 595 millions de dollars comparativement à 52 millions de dollars (ou à 592 millions de dollars si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾ au premier trimestre 2002)
- Bénéfice par action (dilué) de 1,11 \$ contre 0,05 \$ (ou contre 1,10 \$ si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾)
- RCP de 16,6 %, par rapport à 0,8 % (ou à 17,3 % si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾)
- Ratio de productivité de 51,2 %, par rapport à 56,7 %

Toronto, le 4 mars 2003 – La Banque Scotia a continué de générer de solides résultats au cours du premier trimestre 2003, avec un revenu net de 595 millions de dollars et un bénéfice par action (dilué) de 1,11 \$, tandis qu'au premier trimestre 2002 le revenu net s'était établi à 52 millions de dollars et le bénéfice par action (dilué) à 0,05 \$ ou, si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾, le revenu net était de 592 millions de dollars et le bénéfice par action (dilué) de 1,10 \$. Le rendement des capitaux propres pour le premier trimestre 2003 affiche un bon 16,6 %.

« Une fois de plus ce trimestre nous avons obtenu d'excellents résultats, principalement attribuables aux Opérations canadiennes, aux Opérations internationales et aux services de négociation internationale et de banque d'investissement, a déclaré Peter C. Godsoe, président du conseil et chef de la direction. Cependant, nous utilisons une approche prudente pour la gestion de la Banque en raison des défis économiques et géopolitiques toujours présents sur la scène internationale.

« La provision spécifique pour créances irrécouvrables a régressé d'une année sur l'autre, mais certains secteurs du crédit sont encore volatils. C'est pourquoi nous demeurons prudents et continuons à exercer un contrôle rigoureux sur tous nos portefeuilles de crédit.

« La situation financière de la Banque Scotia est solide, ainsi que le prouvent nos ratios de capital, qui sont parmi

les meilleurs de l'industrie. Et compte tenu du maintien d'excellents résultats pour nos activités principales, nous avons la certitude que nous pourrions réaliser nos objectifs pour l'exercice 2003. »

Résultats par rapport aux objectifs pour 2003

Rendement des capitaux propres (RCP)

Objectif : Afficher un rendement des capitaux propres de 15 % à 18 %.

Performance T1 : 16,6 %

Bénéfice par action

Objectif : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 5 % à 10 % par an.

Performance T1 : Croissance d'une année sur l'autre de 1 % (à l'exclusion des charges liées à l'Argentine en 2002⁽¹⁾)

Productivité

Objectif : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %.

Performance T1 : 51,2 %

Capital de catégorie 1

Objectif : Maintenir le coefficient du capital de catégorie 1 à plus de 8 %.

Performance T1 : 10,0 %

(1) Pour le détail des charges liées à l'Argentine en 2002, prière de consulter les pages 16 et 17.

Données financières

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

<i>(Non vérifié)</i>	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002	
			Tel que déclaré	Charges pour l'Argentine exclues ⁽¹⁾
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>				
Revenu d'intérêts net (BMEF ⁽²⁾)	1 611	1 702	1 796	1 796
Revenu total (BMEF ⁽²⁾)	2 645	2 721	2 665	2 772
Provision pour créances irrécouvrables	325	429	850	350
Frais autres que d'intérêts	1 355	1 562	1 512	1 512
Revenu net	595	583	52	592
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	568	559	25	565
Rendement de l'exploitation				
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	1,12	1,11	0,05	1,12
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	1,11	1,09	0,05	1,10
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	16,6	16,5	0,8	17,3
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ⁽²⁾)	51,2	57,4	56,7	-
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ⁽²⁾)	2,17	2,28	2,41	-
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>				
Prêts et acceptations	188 043	194 070	187 666	-
Total de l'actif	289 588	296 380	294 508	-
Dépôts	192 658	195 618	194 472	-
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	13 655	13 502	12 593	-
Biens sous administration	151 537	140 538	154 757	-
Biens sous gestion	18 206	18 792	21 108	-
Mesures du capital				
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,0	9,9	9,2	-
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	12,8	12,7	12,7	-
Coefficient du capital-actions ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ⁽³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,5	8,3	7,7	-
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	163 231	165 417	164 194	-
Qualité du crédit				
Montant net des prêts douteux après provision générale <i>(en millions de dollars)</i>	559	620	670	-
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 475	1 475	1 475	-
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,67	0,87	1,77	0,73
Données sur les actions ordinaires				
Par action <i>(en dollars)</i>				
Haut	54,75	51,23	50,74	-
Bas	44,55	42,02	44,05	-
Clôture	50,70	45,88	48,59	-
Actions en circulation <i>(en milliers)</i>				
Moyenne (de base)	504 503	503 961	504 306	-
Moyenne (diluée)	512 251	510 932	513 221	-
Fin de la période	503 666	504 122	503 701	-
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,40	0,37	0,34	-
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,2	3,2	2,9	-
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	25 536	23 129	24 475	-
Valeur comptable par action <i>(en dollars)</i>	27,11	26,78	25,00	-
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,9	1,7	1,9	-
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	11,4	13,7	15,2	11,4
Autres données				
Employés	44 500	44 633	46 698	-
Succursales et bureaux	1 848	1 847	1 955	-

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'exercice en cours.

(1) Voir aux pages 16 et 17 le détail des charges liées à l'Argentine et la discussion des résultats si l'on exclut ces charges.

(2) La Banque analyse le revenu selon une base de mise en équivalence fiscale (BMEF), ce qui permet de majorer le revenu exempt d'impôts gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts et d'imputer une opération symétrique au poste de la provision pour impôts sur le revenu. Cela permet d'effectuer une évaluation et une comparaison uniformes du revenu d'intérêts net de sources imposables et non imposables. Le rajustement total au titre de la BMEF pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 a été de 68 millions de dollars (31 octobre 2002 - 68 millions de dollars; 31 janvier 2002 - 62 millions de dollars).

(3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales moins l'écart d'acquisition et l'actif incorporel en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque.

Analyse et commentaires de la direction

Examen des résultats d'exploitation

Revenu total

Le revenu total (sur une base d'équivalence fiscale) s'est établi à 2,6 milliards de dollars, en baisse de 20 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier et de 76 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La solide croissance qu'ont connue les Opérations canadiennes et beaucoup de secteurs des Opérations internationales au cours de la dernière année, notamment les Antilles et l'Asie, a été neutralisée par les gains au titre des intérêts en devises moins élevés de Scotia Capitaux et les effets de la cession, au trimestre précédent, des activités de Scotiabank Quilmes et de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base d'équivalence fiscale) s'est fixé à 1 611 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 185 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2002 et de 91 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Les gains au titre des intérêts en monnaie canadienne ont augmenté de 7 % par rapport à il y a un an, en raison d'une hausse de 6 % du volume moyen de l'actif en monnaie canadienne et d'une légère amélioration de la marge sur intérêts au Canada. Cette croissance de l'actif tient compte d'un montant de 5 milliards de dollars en prêts hypothécaires avant les titrisations, lesquels découlent du succès continu que remportent nos produits hypothécaires innovateurs, et d'une augmentation de 2 milliards de dollars du crédit renouvelable aux particuliers.

Les gains au titre des intérêts en monnaies étrangères ont été de 703 millions de dollars, une baisse en comparaison avec les 946 millions de dollars enregistrés au premier trimestre de 2002, en raison principalement d'une réduction des écarts de financement en Amérique du Nord et en Europe, et d'une diminution du revenu d'intérêts sur les prêts aux grandes entreprises. Par ailleurs, les résultats de

l'exercice précédent incluaient nos activités en Argentine, lesquelles ont fait l'objet d'une cession au dernier trimestre.

Au premier trimestre, la marge nette sur intérêts de la Banque à l'égard de l'actif total s'est établie à 2,17 %, en baisse par rapport à 2,41 % il y a un an et à 2,28 % au trimestre dernier.

Autres revenus

Les autres revenus ont été très solides, car ils se sont élevés à 1 034 millions de dollars, une augmentation de 165 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier et de 15 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Même en tenant compte des répercussions de la vente de nos activités en Argentine et des activités de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce, les autres revenus ont crû de 13 % ou de 122 millions de dollars par rapport à il y a un an et de 15 % ou de 137 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Cette croissance d'une année sur l'autre s'est fait ressentir dans l'ensemble des opérations diversifiées de la Banque. Ainsi, Scotia Capitaux a connu un trimestre record en ce qui a trait aux commissions de placement et de conseil grâce à un certain nombre de transactions et de mandats importants. À cela s'ajoutent d'importants revenus provenant des opérations de change et d'autres revenus de courtage. Les autres revenus des Opérations internationales ont augmenté de 25 %, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées par Scotiabank Inverlat et dans les Antilles. En ce qui concerne les Opérations canadiennes, les autres revenus se sont maintenus approximativement au même niveau que l'an dernier et les petites augmentations qu'ont connues plusieurs postes ont été annulées par le déclin des revenus de courtage qui ont suivi les tendances du marché.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont été bien contenus. En effet, ils se sont chiffrés à 1 355 millions de dollars, ce qui

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée Private Securities Litigation Reform Act. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde, les variations des taux d'intérêt et des cours du change, les liquidités, les modifications apportées à la réglementation au Canada et ailleurs, les changements technologiques, la consolidation du secteur des services financiers au Canada, la concurrence, de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certaines grandes entreprises, industries ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, industries ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, la situation financière et les liquidités de la Banque. Ces facteurs, et d'autres encore, pourraient faire en sorte que le rendement réel de la Banque diffère sensiblement du rendement prévu dans les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants reproduite ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

représente une baisse de 157 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2002 et de 207 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des frais relatifs à nos opérations en Argentine et à nos activités de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce, lesquelles ont fait l'objet d'une cession au trimestre précédent, et d'une récupération de charges liée à des crédits d'impôt pour des exercices antérieurs. Compte tenu de ces postes, les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 6 % par rapport au premier trimestre l'an dernier et de 1 % par rapport au trimestre précédent, grâce au contrôle serré des dépenses dans tous les secteurs d'activité.

En comparaison avec le dernier exercice, les salaires et autres prestations au personnel ont régressé en raison de la baisse des frais de la rémunération liée au rendement et à base d'actions, laquelle a été partiellement contrebalancée par une modeste augmentation des charges de retraite. Par ailleurs, plusieurs autres postes de frais ont enregistré de légères baisses.

À 51,2 %, pour le trimestre, le ratio de productivité de la Banque – frais autres que d'intérêts en pourcentage des revenus totaux – continue de dominer le secteur.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque pour le trimestre a été de 25,4 %; une fois normalisé pour tenir compte de la vente d'activités, ce taux se compare à ceux des trimestres précédents.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales a été de 74 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 31 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier et qui est conforme au dernier trimestre. La variation d'une année sur l'autre est principalement attribuable à l'effet de l'émission le 30 avril 2002 de titres fiduciaires de la Banque Scotia (Scotia BaTS II), un instrument de capital admissible de catégorie 1, ainsi qu'aux revenus plus élevés générés par Inverlat.

Gestion du risque

Les principales pratiques et politiques de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 59 à 66 du Rapport annuel 2002.

Risque lié au crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 325 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 429 millions de dollars au dernier trimestre de 2002 (à 475 millions de dollars si l'on exclut les charges liées à l'Argentine) et à 850 millions de dollars au premier trimestre de 2002 (à 350 millions de dollars si l'on exclut les charges liées à l'Argentine).

La qualité du crédit des portefeuilles est demeurée très bonne pour les prêts aux particuliers au Canada et stable pour les prêts commerciaux au Canada et les prêts internationaux.

Certains secteurs des portefeuilles de prêts de Scotia Capitaux aux États-Unis et en Europe montrent des signes de faiblesse. Dans les secteurs de l'électricité et de l'énergie, un certain nombre de grandes sociétés ont réussi à restructurer leur dette, tandis que d'autres, qui vont au devant d'échéances de prêts importants en 2003, sont en pourparlers avec leurs créanciers pour rééchelonner ou restructurer leurs dettes. Dans les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution, il y eu de nouveaux signes de stabilisation. Ces développements ont résulté en une diminution de la provision pour créances irrécouvrables de Scotia Capitaux, qui est passée de 366 millions de dollars au dernier trimestre de 2002 à 224 millions de dollars au premier trimestre de 2003.

Le montant total net des prêts douteux, déduction faite des provisions pour créances irrécouvrables (spécifique et générale), s'est inscrit à 559 millions de dollars, en baisse de 61 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le montant net des prêts douteux a diminué aux États-Unis et dans les affaires bancaires internationales, mais cette diminution a été dans une large mesure contrebalancée par des augmentations en Europe.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une des principales mesures des risques liés aux activités de la Banque sur les marchés. La VAR moyenne sur la période de un jour se chiffre à 9,6 millions de dollars pour le trimestre, chiffre représentatif du profil de risque relativement peu élevé de la Banque.

Le revenu quotidien moyen de négociation s'inscrit pour ce trimestre à 3,6 millions de dollars, comparativement à 2,7 millions de dollars pour le dernier trimestre de 2002. Le revenu de négociation a été positif plus de 95 % du temps au cours du premier trimestre, et pas une seule fois la perte d'une journée n'a dépassé la VAR pour la période de un jour.

Risque de liquidité

Le processus de gestion des liquidités a pour but de placer la Banque dans une position lui permettant d'honorer tous ses engagements financiers en temps opportun et au moindre coût, à mesure que ceux-ci arrivent à échéance. Au 31 janvier 2003, les actifs liquides totalisaient 65 milliards de dollars, restant stables à un niveau représentant 23 % de l'actif total.

La Banque engage des actifs dans le cadre de certaines activités, le plus souvent aux fins de rachat de titres ou pour des opérations d'emprunt. Le total de ces actifs s'est établi à 42 milliards de dollars au 31 janvier 2003, comparativement à 44 milliards de dollars au 31 octobre 2002.

Bilan

Au 31 janvier 2003, l'actif total s'établissait à 290 milliards de dollars, en baisse de 5 milliards de dollars par rapport à il y a un an et en baisse de 7 milliards de dollars par rapport à la fin de l'exercice. La diminution d'une année sur l'autre est principalement attribuable au raffermissement du dollar canadien, qui s'est apprécié de 4 % par rapport au dollar US et à la vente des activités de la Banque en Argentine. Compte non tenu de

ces facteurs, l'actif sous-jacent s'est accru de 5 milliards de dollars d'une année sur l'autre, grâce en grande partie aux prêts personnels – la Banque ayant augmenté sa part de marché – ainsi qu'à une vigoureuse et persistante croissance dans les Antilles. Par ailleurs, on a enregistré une augmentation de la valeur marchande des instruments dérivés de négociation, ce qui reflète le mouvement à la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, contrebalancée par une baisse dans les portefeuilles de titres de placement et d'actifs acquis en vertu d'ententes de revente.

Compte tenu de la vente des activités de Scotiabank Quilmes et de l'appréciation du dollar canadien, le passif a augmenté d'une année sur l'autre en raison du succès enregistré au Canada par le Maître Compte à intérêt élevé de la Banque, ce qui a contribué à une augmentation des dépôts de base. De même, il y a eu une augmentation de la valeur marchande du passif lié aux instruments dérivés de négociation, similaire à la hausse de l'actif lié aux instruments dérivés de négociation, qui a été contrebalancée par un niveau plus faible des obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat.

Le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de titres de placement de la Banque s'est accru pour atteindre 244 millions de dollars à la fin du trimestre en cours, en comparaison d'un déficit de 25 millions de dollars au 31 octobre 2002. Cette amélioration est attribuable à une hausse de la valeur des portefeuilles de marchés émergents et d'obligations de sociétés et d'État que détient la Banque.

Capital

La base de capital de la Banque continue d'être très vigoureuse, son capital de catégorie 1 s'établissant à 10,0 %, en hausse de 80 points de base par rapport à il y a un an, et à 10 points de base de plus qu'au dernier trimestre. De plus, le coefficient du capital-actions ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque est demeuré le meilleur de toutes les banques canadiennes, atteignant 8,5 % au cours de ce trimestre.

Durant le présent trimestre, l'avoir total des actionnaires a enregistré une légère baisse de 72 millions de dollars pour s'établir à 14,7 milliards de dollars en raison du rachat d'actions privilégiées d'une valeur de 225 millions de dollars et de pertes de change suivant l'appréciation du dollar canadien. Ces facteurs ont été atténués par d'importants revenus nets après la déclaration de dividendes de 375 millions de dollars pour le trimestre. Consécutivement à la fin du trimestre, la Banque a effectué une deuxième émission de Scotia BaTS II d'une valeur de

750 millions de dollars, qui seront utilisés pour le rachat d'actions privilégiées et de débentures subordonnées.

Dividendes

Lors d'une réunion tenue le 4 mars 2003, les membres du conseil d'administration ont approuvé un dividende trimestriel de 40 cents par action ordinaire. Ce dividende est payable le 28 avril 2003 aux porteurs d'actions inscrits au 1^{er} avril 2003.

Nomination à la direction

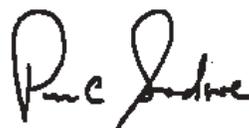
Richard Waugh a été nommé président de la Banque Scotia le 15 janvier 2003. Jusqu'à récemment, vice-président du conseil, Gestion de patrimoine et Opérations internationales de la Banque, Richard Waugh est entré au service de la Banque à Winnipeg en 1970. Au fil des ans, il a acquis une vaste expérience dans divers secteurs de la Banque, y compris à titre de plus haut dirigeant de la Banque à New York.

Perspectives économiques

Le ralentissement de la croissance économique mondiale amorcé en 2001 continue de se répercuter sur plusieurs des principaux marchés de la Banque. Bien que le Canada soit en tête du G7 pour la croissance économique, la reprise a été ressentie de façon très inégale en Asie, en Europe, en Amérique latine et, surtout aux États-Unis. Nous ne nous attendons pas à ce que l'économie mondiale adopte un rythme d'expansion mieux synchronisé avant 2004.

Durant cette période de croissance au ralenti, on s'attend à ce que les taux d'inflation et d'intérêt demeurent faibles, bien que des augmentations modérées des taux d'intérêt soient possibles plus tard dans l'année. Par ailleurs, cette discrète performance économique qui continue d'être mise à mal par des facteurs géopolitiques laisse présager une volatilité persistante dans les marchés des actions et les marchés des changes internationaux ainsi que de l'incertitude dans certains secteurs du crédit.

Malgré un contexte économique riche en défis, la Banque Scotia, grâce aux importants bénéfices qu'elle tire de ses activités de base, lesquels résultent de revenus solides et bien diversifiés, du contrôle continu des dépenses et de l'anticipation de la stabilité de la qualité du crédit, s'attend à atteindre ses objectifs de rendement en 2003.



Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction

Données par secteur d'activité

Opérations canadiennes

Les Opérations canadiennes, incluant les activités de Gestion de patrimoine, affichent un revenu net de 294 millions de dollars pour le trimestre. Ce montant, en hausse de 15 millions de dollars – ou de 5 % – par rapport aux excellents résultats enregistrés à la même période l'an dernier, représente près de la moitié du revenu total net de la Banque. Compte tenu du gain réalisé le trimestre précédent sur la vente des activités de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce, la progression du revenu net d'un trimestre sur l'autre a été de 10 %.

Le revenu d'intérêts net a augmenté de 12 millions de dollars par rapport à l'an dernier, tiré par la forte croissance au chapitre des prêts hypothécaires résidentiels et du crédit renouvelable et la hausse continue des dépôts de base, qui ont toutefois été partiellement contrebalancées par une diminution des marges.

Les autres revenus ont chuté de 20 millions de dollars (ou de 5 %) d'une année sur l'autre, essentiellement en raison de la vente, le trimestre précédent, des activités de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce. Ce repli est également attribuable aux plus faibles commissions de courtage au détail, données qui témoignent de la fragilité persistante des marchés boursiers. Ces reculs ont été partiellement contrebalancés par de légères augmentations des commissions dans certaines catégories, dont les opérations de négociation, les opérations bancaires électroniques et le crédit aux entreprises.

La qualité du crédit est demeurée excellente pour les clientèles privée et commerciale.

Les frais d'exploitation ont baissé de 4 % par rapport au même trimestre l'an dernier, résultat de l'attention particulière portée à la gestion des dépenses et à la vente de nos activités de traitement des opérations par carte point de vente et carte à puce.

Autres faits saillants pour le trimestre :

- Nous avons continué à perfectionner les compétences et les connaissances de notre personnel de première ligne afin de préserver le degré élevé de satisfaction de notre clientèle. Nous avons notamment maximisé l'efficacité de nos activités de formation au moyen d'une méthode novatrice qui nous a permis d'offrir par liaison satellite une formation sur les placements à plus de 2 000 directeurs et conseillers financiers répartis dans 25 sites au Canada. La formation portait sur les conseils à prodiguer à la clientèle en cette période d'incertitude des marchés financiers.
- La qualité de nos programmes de marketing a été soulignée par la remise de divers prix prestigieux à l'occasion du gala des prix RSVP 2002 de l'Association canadienne du marketing. Nous avons été récompensés quatre fois, notamment par deux prix « or », remportant ainsi tous les premiers prix dans la catégorie du marketing direct dans le secteur des services financiers. De plus, nous avons remporté un prix Cassie « argent » pour notre publicité télévisée.
- Le volume des prêts à la petite entreprise a augmenté

considérablement d'une année sur l'autre grâce à notre offre de remise en espèces sur les prêts à terme, qui a contribué à l'augmentation supérieure à 15 % du nombre de demandes de prêts. En outre, nous avons continué de tirer le maximum des occasions dans différents créneaux, en multipliant entre autres nos ententes de financement des intrants de culture par l'entremise d'Agricore United Financial, une alliance formée par la Banque Scotia et Agricore United.

- En janvier, nous avons lancé une nouvelle option d'épargne de premier ordre à l'intention de la clientèle petites entreprises, à savoir le Maître Compte *pour entreprise*^{MC}, lequel s'inspire de son très fructueux pendant destiné aux particuliers. La réaction des clients a été très bonne comme en témoignent les soldes considérables qui y ont été transférés en peu de temps depuis sa mise en marché.
- L'importance que nous accordons au service à la clientèle et aux communications proactives a permis d'afficher ce trimestre un taux de conservation de la clientèle hypothécaire de 92 %, en hausse par rapport au résultat de l'an dernier. En janvier, le taux de 94 % enregistré était le meilleur rendement en deux ans.
- Placement direct ScotiaMcLeod (PDSM) a enregistré une augmentation du nombre de transactions de 12 % depuis l'acquisition de Charles Schwab Canada. De plus, PDSM est l'une des premières sociétés de courtage en ligne à offrir un outil d'analyse technique à ses clients, avec le concours de Recognia Inc. Ce nouvel outil permet de faire le suivi et l'analyse des modèles de prix et de volumes pour l'ensemble des titres et des indices des principales places boursières nord-américaines.
- Le Groupe Gestion privée Scotia a mis sur pied un nouveau programme de mise en contact qui permet aux conseillers en placement de ScotiaMcLeod d'offrir à leurs clients des services de fiducie, de banque privée et de gestion discrétionnaire des placements.

Scotia Capitaux

Le revenu réalisé par Scotia Capitaux au premier trimestre se chiffre à 138 millions de dollars, en légère baisse par rapport à il y a un an, mais en hausse de 80 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. L'amélioration d'un trimestre sur l'autre est largement attribuable à la réduction des pertes pour créances irrécouvrables dans le secteur des prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Le revenu total a diminué de 12 % par rapport à l'an dernier et de 5 % par rapport au dernier trimestre. Ces résultats découlent de l'arrivée à échéance graduelle de positions de financement favorables et de la mise en œuvre d'initiatives visant à réduire le volume de nos actifs dans les prêts aux grandes entreprises. Cependant, les revenus de commissions de prise ferme et de consultation ont atteint un niveau record ce trimestre, en hausse de 40 % par rapport à l'an dernier. De plus, les revenus tirés des produits dérivés et des opérations de change ont continué d'être excellents.

La qualité du crédit s'est améliorée comme en fait foi la baisse de 142 millions de dollars par rapport au trimestre précédent des provisions pour créances irrécouvrables, qui s'établissent désormais à 224 millions de dollars. Bien que d'autres signes laissent entrevoir une stabilisation dans le secteur des télécommunications et de la câblodistribution, le climat d'incertitude perdure dans le secteur du commerce de l'électricité et de l'énergie, même si certaines dettes ont été restructurées avec succès.

Le montant net des prêts douteux a augmenté. Ces derniers évoluent à la hausse au sein du portefeuille européen, mais sont partiellement contrebalancés par la baisse enregistrée dans le portefeuille américain.

La gestion des risques liés au crédit est encore jugée comme une priorité absolue au sein de la division.

Le total des frais d'exploitation a diminué par rapport au trimestre précédent et à l'an dernier, principalement en raison du niveau inférieur de la rémunération liée au rendement.

Autres faits saillants :

- Tirant profit de sa compétence dans les secteurs pétrolier et gazier, Scotia Capitaux a décroché le rôle de consultant conjoint dans la vente de 1,175 milliard de dollars de Express Pipeline System par EnCana Corporation. De plus, nous avons agi à titre de conseiller auprès de EnCana dans la vente de 425 millions de dollars de sa participation dans Cold Lake Pipeline System.
- Le groupe Négociation internationale a continué à élargir sa sphère d'activité au Mexique en formant une coentreprise avec Scotiabank Inverlat. Il est intervenu dans l'établissement d'un swap à terme d'actions d'un an de 50 millions de dollars américains pour une filiale de Centro Distribuidor de Cemento.
- Un effort conjoint de nos bureaux canadiens et américains nous a permis d'agir à titre chef de file dans la plus importante acquisition par emprunt jamais réalisée au Canada : l'achat des intérêts de BCE Inc. dans l'annuaire des pages jaunes de Bell Canada par Kohlberg Kravis Roberts & Co. (KKR). Scotia Capitaux a agi en tant que coarrangeur principal à l'égard des facilités de crédit de premier rang et subordonnées pour l'acquisition de 3 milliards de dollars de KKR. Nous avons également fourni tous les services d'opérations de change et de gestion de liquidités canadiennes en plus de participer à plusieurs swaps de taux d'intérêt.
- Scotia Capitaux a maintenu une forte présence sur le marché des fiducies de revenus. En effet, nous sommes intervenus à titre de syndicaire principal unique pour le premier appel public à l'épargne de 287 millions de dollars de parts de fiducie pour Consumers' Water Heater Income Fund et en tant que coarrangeur principal unique pour la titrisation des créances de 500 millions de dollars du fonds. Scotia Capitaux a également pris part à titre de syndicaire principal à l'émission de trésorerie d'obligations convertibles et à échéance reportable de 250 millions de dollars pour Superior Propane Income Fund.
- Scotia Capitaux a fourni des facilités de crédit de

580 millions de dollars à Superior Propane pour l'acquisition des activités de Sterling Chemical dans le secteur des produits chimiques pour les pâtes à papier; les facilités de crédit ont plus tard fait l'objet d'une syndication.

Opérations internationales

Les Opérations internationales ont enregistré un revenu net de 167 millions de dollars ce trimestre, soit une hausse notable de 39 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, grâce à un apport solide de toutes les régions. Cependant, le revenu net a diminué de 8 millions de dollars (5 %) par rapport à l'an dernier, exclusion faite de la charge de 540 millions de dollars après impôts prise à l'égard du risque lié à l'Argentine au premier trimestre de 2002.

C'est encore dans les Antilles et en Amérique centrale que la division a enregistré ses meilleurs résultats, qui sont d'ailleurs excellents. Le revenu d'intérêts a augmenté en raison des volumes d'actif plus élevés, alors que les dépenses ont été bien maîtrisées comme le démontrent les baisses par rapport au trimestre précédent et à l'an dernier.

En Amérique latine, Scotiabank Inverlat au Mexique et Scotiabank Sud Americano au Chili ont toutes les deux affiché d'excellents résultats grâce à la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises, croissance qui a donné lieu à des hausses de part de marché d'une année sur l'autre. Le revenu provenant de l'Amérique latine a subi un repli par rapport à l'an dernier en raison des résultats plus modestes au chapitre des placements dans les marchés émergents et des conséquences de la vente des activités de Scotiabank Quilmes.

En Asie, le revenu net a progressé sensiblement depuis le trimestre précédent, et légèrement par rapport aux excellents résultats de l'an dernier. Le volume de l'actif a continué de croître, grimant de 12 % par rapport à l'an dernier et de 4 % d'un trimestre sur l'autre. Les autres revenus ont également augmenté considérablement. Cependant, ces résultats ont été partiellement contrebalancés par de plus importantes provisions pour créances irrécouvrables, qui reflètent les provisions contrepassées de l'an dernier.

Autres faits saillants :

- Scotiabank Inverlat a obtenu de très bons résultats en matière de qualité du service à la clientèle dans le cadre de deux sondages menés récemment. Nous nous sommes classés à égalité en tête dans le sondage commandé par *Reforma*, journal le plus réputé de Mexico, et deuxième dans le sondage Gallup Mexico.
- Au Chili, Scotiabank Sud Americano a été désignée « meilleure entreprise multinationale du Chili en 2002 » par le journal *El Diario*.
- Au Mexique, un système personnalisé de gestion des contacts destiné aux représentants des ventes fait l'objet d'un projet pilote au sein de Scotiabank Inverlat. Un autre projet pilote est prévu pour les Antilles au cours de l'année. Le nouveau système a pour but de faciliter la conversion au mode de gestion par activité des relations avec les clients.
- Nous avons continué d'élargir notre réseau de distribution libre-service dans les Antilles avec l'ajout d'un nouveau centre de contacts à la clientèle et de services bancaires

automatisés par téléphone en République dominicaine, pays où une expansion est projetée. De plus, sept nouveaux GAB ont été mis en fonction dans la région.

- Notre groupe Fiducie et banque privée s'est porté acquéreur des activités de fiducie et de banque privée de MeesPierson (Bahamas) Limited.

Autres

Les autres secteurs ont enregistré une faible perte de 4 millions de dollars ce trimestre par rapport à une perte de 8 millions de dollars à l'exercice précédent et des bénéfices de 50 millions de dollars au trimestre précédent. La Trésorerie du Groupe a réalisé de plus importants gains de placement nets durant le trimestre, tandis que les bénéfices du trimestre précédent comprenaient la récupération de 66 millions de dollars (avant impôts) découlant du règlement de créances fiscales relatives à des exercices antérieurs.

Autres initiatives

Commerce électronique

- La popularité de nos canaux de libre-service bancaire à la fine pointe de la technologie ne cesse de croître. La proportion de notre clientèle qui effectue des opérations bancaires en ligne a augmenté de 42 % par rapport à l'an dernier, et la croissance du nombre d'opérations a été encore plus importante. Par ailleurs, le volume des opérations par carte de débit a connu une hausse de 11 %, tandis que les opérations liées aux services bancaires et de courtage sans fil ont progressé de 28 % par rapport au dernier trimestre.
- La qualité des services bancaires par téléphone de la Banque Scotia, telle qu'elle a été mesurée par Synovate (anciennement Market Facts), a été évaluée comme « excellente » par 31,7 % de nos clients, soit la plus haute note d'appréciation enregistrée parmi les grandes banques canadiennes. Cette note a fait un bond de 6 % par rapport à l'an dernier et la Banque Scotia a été l'une de seulement deux grandes banques à connaître une hausse à ce chapitre.

Ressources humaines

- Trente recruteurs de tous les secteurs d'activité du Groupe Banque Scotia se sont réunis à Toronto pour apprendre comment mieux attirer et garder à notre service les personnes handicapées lors du tout premier forum sur l'employabilité. Des organismes communautaires au service des personnes handicapées ont participé à l'échange d'information sur les ressources et le soutien disponibles. Le forum comprenait un salon de l'emploi qui a permis aux candidats handicapés et prêts à travailler d'établir des relations avec les recruteurs de la Banque Scotia. Des forums semblables se tiendront dans d'autres villes canadiennes au cours de l'année à venir.
- La Banque Scotia s'est engagée à offrir un environnement sûr et sain à ses employés et clients. Afin de respecter cet engagement, nous avons introduit un nouveau programme d'hygiène et de sécurité au travail à la fin janvier. Une

formation est offerte aux directeurs d'unités et aux employés qui deviennent membres des comités d'hygiène et de sécurité.

Régie interne

- Une nouvelle section sur la régie interne a été ajoutée au site Web de la Banque. Cette section décrit les mandats des comités du conseil d'administration.
- Le Rapport annuel 2002 de la Banque contient de l'information exhaustive sur la régie interne afin de démontrer sa conformité avec les lignes directrices applicables des organismes de réglementation pour l'amélioration de la politique sur la régie d'entreprise.

Engagement dans la collectivité

- Plus de 1 000 étudiants de neuvième année ont passé la journée du 6 novembre dernier en compagnie de leurs parents dans des succursales et des bureaux de la Banque Scotia du Canada à l'occasion de la journée Invitons nos jeunes au travail. Le Groupe Banque Scotia est le principal commanditaire de cet événement depuis sa création en 1994.
- Les laboratoires de génie logiciel de la Banque Scotia ont officiellement ouvert leurs portes en novembre à l'Université de Waterloo, en Ontario. La Banque a versé une contribution de 1 million de dollars visant à fournir de l'équipement à trois laboratoires de génie logiciel de l'université. Cette somme est comprise dans le don de 2,5 millions de dollars annoncé précédemment.
- L'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa a désigné le 5 décembre la Journée de reconnaissance de la Banque Scotia après avoir reçu de cette dernière un don de 300 000 \$ destiné au réaménagement du centre de référence de l'Institut, l'unité de court séjour de la région pour les personnes souffrant de maladies cardiaques.
- Des cérémonies d'inauguration ont eu lieu en janvier pour le service des urgences du centre hospitalier universitaire des Antilles. La Scotiabank Jamaica Foundation a affecté 18 millions de dollars jamaïcains à l'agrandissement des installations, et a annoncé qu'elle allait faire un don supplémentaire de 2 millions de dollars jamaïcains pour l'achat d'équipement de sauvetage d'une nécessité vitale.
- La Banque Scotia et ses employés déploient beaucoup d'efforts afin de recueillir des fonds durant les campagnes de Centraide dans les collectivités du Canada. L'organisme Centraide du Grand Toronto a reçu 4 millions de dollars de la Banque et de ses employés en janvier : 1,1 million de dollars de la Banque et 2,9 millions de dollars de la part des employés. Il s'agit du don le plus important fait par la Banque à cet organisme de charité durant la campagne 2002 et il excède de plus de 30 % le montant total versé en 2001.
- La Banque Scotia et l'athlète Rick Hansen, qui se déplace en fauteuil roulant, ont uni leurs efforts pour améliorer la vie de personnes atteintes de traumatisme médullaire en annonçant la première campagne de financement annuelle Rick Hansen Wheels in Motion, qui se tiendra le 14 juin dans environ 225 villes du Canada.

Données par secteur d'activité

Opérations canadiennes

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts net	869 \$	859 \$	857 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(76)	(71)	(70)
Autres revenus	371	449	391
Frais autres que d'intérêts	(716)	(711)	(746)
Provision pour impôts sur le revenu	(154)	(179)	(153)
Revenu net	294 \$	347 \$	279 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	98 \$	96 \$	90 \$
Rendement des capitaux propres	32,7 %	40,3 %	32,9 %

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts net	319 \$	360 \$	437 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(224)	(366)	(260)
Autres revenus	349	343	323
Frais autres que d'intérêts	(229)	(248)	(263)
Provision pour impôts sur le revenu	(77)	(31)	(91)
Revenu net	138 \$	58 \$	146 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	122 \$	126 \$	120 \$
Rendement des capitaux propres	8,4 %	3,1 %	10,6 %

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts net	527 \$	557 \$	594 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(28)	–	(525)
Autres revenus	193	150	93
Frais autres que d'intérêts	(411)	(669)	(510)
Provision pour impôts sur le revenu	(61)	140	17
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(53)	(50)	(34)
Revenu net	167 \$	128 \$	(365) \$ ⁽¹⁾
Actif moyen (en milliards de dollars)	57 \$	55 \$	60 \$
Rendement des capitaux propres	20,0 %	15,8 %	(47,0) % ⁽¹⁾

1) Si l'on exclut les charges de 540 millions de dollars (après impôts) liées à l'Argentine imputées au T1 2002, le revenu net est de 175 millions de dollars et le rendement des capitaux propres de 21,4 %.

Autres⁽¹⁾

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts net ⁽²⁾	(172) \$	(142) \$	(154) \$
Provision pour créances irrécouvrables	3	8	5
Autres revenus	121	77	62
Frais autres que d'intérêts	1	66	7
Provision pour impôts sur le revenu ⁽²⁾	64	63	81
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(21)	(22)	(9)
Revenu net	(4) \$	50 \$	(8) \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	17 \$	19 \$	26 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôts déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôts déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que la provision pour impôts sur le revenu des périodes de trois mois terminées le 31 janvier 2003 (68 \$), le 31 octobre 2002 (68 \$), et le 31 janvier 2002 (62 \$).

Total

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts net	1 543 \$	1 634 \$	1 734 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(325)	(429)	(850)
Autres revenus	1 034	1 019	869
Frais autres que d'intérêts	(1 355)	(1 562)	(1 512)
Provision pour impôts sur le revenu	(228)	(7)	(146)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(74)	(72)	(43)
Revenu net	595 \$	583 \$	52 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	294 \$	296 \$	296 \$
Rendement des capitaux propres	16,6 %	16,5 %	0,8 %

Données par secteur géographique

<i>(Non vérifié)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu net (en millions de dollars)			
Canada	431 \$	404 \$	435 \$
États-Unis	48	(43)	(53)
Autres pays	150	167	(294)
Rajustements du siège social	(34)	55	(36)
	595 \$	583 \$	52 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)			
Canada	170 \$	171 \$	161 \$
États-Unis	40	40	44
Autres pays	80	80	84
Rajustements du siège social	4	5	7
	294 \$	296 \$	296 \$

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

Pour le trimestre terminé le

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenu d'intérêts			
Prêts	2 622 \$	2 909 \$	2 765 \$
Valeurs mobilières	734	734	795
Dépôts à d'autres banques	122	137	162
	3 478	3 780	3 722
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 411	1 354	1 526
Débitures subordonnées	45	45	56
Autres	479	747	406
	1 935	2 146	1 988
Revenu d'intérêts net	1 543	1 634	1 734
Provision pour créances irrécouvrables	325	429 ⁽¹⁾	850 ⁽¹⁾
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 218	1 205	884
Autres revenus			
Services de dépôt, de paiement et de cartes	205	213	215
Services de placement, de courtage et de fiducie	152	151	160
Commissions de crédit	174	169	166
Services de banque d'investissement	326	239 ⁽¹⁾	290
Gains nets / (pertes nettes) sur valeurs détenues à des fins de placement	11	(16)	(12) ⁽¹⁾
Revenus de titrisation	51	65	37
Autres	115	198	13 ⁽¹⁾
	1 034	1 019	869
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 252	2 224	1 753
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et autres prestations au personnel	806	776	874
Frais de locaux et de technologie	274	308	295
Communications et commercialisation	111	124	119
Autres frais	164	117	224
Pertes sur la cession des activités d'une filiale	-	237 ⁽¹⁾	-
	1 355	1 562	1 512
Revenu avant les éléments ci-dessous	897	662	241
Provision pour impôts sur le revenu	228	7 ⁽¹⁾	146 ⁽¹⁾
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	74	72	43
Revenu net	595 \$	583 \$	52 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées et autres	27	24	27
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	568 \$	559 \$	25 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation <i>(en milliers)</i> :			
De base	504 503	503 961	504 306
Dilué	512 251	510 932	513 221
Revenu net par action ordinaire <i>(en dollars)</i> :			
De base	1,12 \$	1,11 \$	0,05 \$
Dilué	1,11 \$	1,09 \$	0,05 \$

(1) Voir la note 5 relative aux charges liées à l'Argentine.

Bilan consolidé

		Au	
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Actif			
Liquidités			
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 431 \$	1 664 \$	1 480 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	14 051	16 582	18 323
Métaux précieux	2 264	2 027	1 741
	17 746	20 273	21 544
Valeurs mobilières			
Placement	21 514	21 602	27 111
Négociation	35 280	34 592	33 757
	56 794	56 194	60 868
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	56 902	56 295	53 591
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	23 788	23 363	20 547
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75 321	77 181	78 446
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	27 359	32 262	31 329
	183 370	189 101	183 913
Provision pour créances irrécouvrables	3 639	3 430	4 925
	179 731	185 671	178 988
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 312	8 399	8 678
Terrains, bâtiments et matériel	2 070	2 101	2 253
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	17 735	15 821	12 970
Écarts d'acquisition	292	299	340
Autres actifs incorporels	297	305	327
Autres éléments d'actif	6 611	7 317	8 540
	35 317	34 242	33 108
	289 588 \$	296 380 \$	294 508 \$
Passif et avoir des actionnaires			
Dépôts			
Particuliers	76 551 \$	75 558 \$	76 008 \$
Entreprises et administrations publiques	89 946	93 830	90 479
Banques	26 161	26 230	27 985
	192 658	195 618	194 472
Autres			
Acceptations	8 312	8 399	8 678
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	27 232	31 881	34 754
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	9 198	8 737	7 527
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	16 608	15 500	12 991
Autres engagements	15 104	15 678	15 625
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 919	1 912	1 101
	78 373	82 107	80 676
Débiteures subordonnées	3 852	3 878	4 992
Avoir des actionnaires			
Actions privilégiées	1 050	1 275	1 775
Actions ordinaires	3 023	3 002	2 943
Bénéfices non répartis	10 632	10 500	9 650
	14 705	14 777	14 368
	289 588 \$	296 380 \$	294 508 \$

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour le trimestre terminé le

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Actions privilégiées		
Banque :		
Solde au début de la période	1 025 \$	1 525 \$
Actions rachetées	(225)	-
Solde à la fin de la période	800	1 525
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total	1 050	1 775
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 002	2 920
Émissions	30	30
Rachats aux fins d'annulation	(9)	(7)
Solde à la fin de la période	3 023	2 943
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	10 500	9 913
Effet cumulatif de la nouvelle convention comptable pour les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	-	(76)
	10 500	9 837
Revenu net	595	52
Dividendes : actions privilégiées	(18)	(27)
actions ordinaires	(202)	(172)
Gains/(pertes) de change non réalisés, montant net	(162)	8
Prime au rachat et à l'achat d'actions	(77)	(51)
Autres	(4)	3
Solde à la fin de la période	10 632	9 650
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	14 705 \$	14 368 \$

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour le trimestre terminé le

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	595 \$	52 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	331	934
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	209	(143)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(1 106)	(5 852)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(830)	455
Autres, montant net	(533)	(1 478)
	(1 334)	(6 032)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	(897)	9 195
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(3 707)	4 055
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	500	1 085
Rachat/remboursement de débentures subordonnées	-	(350)
Capital-actions émis	30	30
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(311)	(58)
Dividendes versés en espèces	(220)	(199)
Autres, montant net	431	377
	(4 174)	14 135
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	2 408	(1 641)
Valeurs détenues aux fins de placement	(338)	(1 452)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	2 839	(5 631)
Titrisations de prêts	752	201
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(20)	12
Autres, montant net	-	(19)
	5 641	(8 530)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(30)	(21)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	103	(448)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	589	961
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	692 \$	513 \$
Composition :		
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 431 \$	1 480 \$
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(739)	(967)
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	692 \$	513 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	1 964 \$	2 202 \$
Impôts sur le revenu	123 \$	192 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés) :

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires devront être lus de concert avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, tels que ces derniers sont reproduits dans le Rapport annuel 2002. Les conventions comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux conventions comptables qui ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice, sauf en ce qui concerne la note 1.

1. Nouvelles conventions comptables

Rémunérations à base d'actions

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable qui requiert l'utilisation d'une méthode axée sur la juste valeur pour certaines dispositions de rémunération à base d'actions. La Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme à compter du 1^{er} novembre 2002 pour l'ensemble de ses régimes de rémunération à base d'actions. Le passage à cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les présents états financiers consolidés intermédiaires à la date de l'adoption.

La Banque offre des régimes d'options d'achat d'actions ainsi que d'autres régimes de rémunération à base d'actions à certains employés et cadres non dirigeants admissibles.

Au cours du trimestre, la Banque a octroyé des droits à la plus-value d'actions aux termes de son régime d'options d'achat d'actions (« composante DPV »). Les employés pourront alors exercer leur option pour recevoir des actions ou exercer la composante DPV et, partant, recevoir la valeur intrinsèque de l'option d'achat d'actions en espèces. Les variations de l'obligation de la Banque en vertu de la composante DPV qui découlent des fluctuations du cours des actions ordinaires de la Banque sont constatées dans le poste Salaires et autres prestations au personnel de l'état consolidé des revenus sur la période d'acquisition des droits, de la même manière que pour la comptabilisation des autres régimes de rémunération à base d'actions de la Banque.

Au cours du trimestre, la Banque a également attribué rétroactivement la composante DPV aux options d'achat d'actions octroyées aux employés pour l'exercice 2002; toutes les autres modalités demeurent inchangées. Ces options d'achat d'actions étaient hors du cours à la date de l'attribution. En conséquence, l'attribution rétroactive de la composante DPV n'a pas affecté la charge de rémunération à base d'actions de la Banque à la date de l'attribution.

Les options d'achat d'actions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 et qui ne sont pas assorties de la composante DPV continuent à être prises en compte par la Banque selon les conventions comptables utilisées pour ses états financiers de fin d'exercice.

À compter du 1^{er} novembre 2002, le coût associé aux options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions des cadres non dirigeants est passé en charges selon une méthode axée sur la juste valeur. En décembre 2002, la Banque a octroyé 38 000 options d'achat d'actions de cadres dirigeants; ces options sont acquises immédiatement. Le coût de 0,5 million de dollars associé à ces options a été calculé en utilisant le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes et constaté dans le poste Autres frais de la rubrique Frais autres que d'intérêts.

Vente de prêts productifs

Au premier trimestre, une nouvelle convention comptable a été mise en place pour la vente des prêts productifs, l'une des stratégies de gestion du risque de crédit que la Banque utilise. La Banque constate les gains ou les pertes sur la vente de prêts productifs sous Autres revenus. Les gains ou les pertes sur la vente de prêts douteux sont imputés à la provision pour créances irrécouvrables. Au cours du premier trimestre de 2003, les pertes sur la vente de prêts productifs se sont élevées à 7 millions de dollars.

2. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés aux pages 6 à 10.

3. Importantes opérations portant sur ses capitaux propres

Au premier trimestre, la Banque a amorcé, dans le cours normal de ses activités, une nouvelle offre publique de rachat jusqu'à concurrence de 25 millions d'actions ordinaires de la Banque. Cela représente environ 5 pour cent des actions ordinaires en circulation. L'offre se terminera le 5 janvier 2004 ou à une date antérieure, si la Banque mène à bonne fin ses opérations de rachat. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 1,5 million d'actions ordinaires au cours moyen de 50,58 \$. Depuis janvier 2002, la Banque a racheté 4,8 millions d'actions ordinaires à un cours moyen de 50,12 \$, en vertu d'offres publiques de rachat.

Le 29 janvier 2003, la Banque a racheté 225 millions de dollars d'actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif. Ces actions ont été rachetées au prix unitaire de 26 \$, prix qui comprenait une prime de 1 \$ par action.

Le 13 février 2003, la Banque a réalisé une autre émission de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 750 millions de dollars.

Le 21 février 2003, la Banque a annoncé son intention de racheter le 1^{er} avril 2003 la totalité des débiteures subordonnées au taux de 5,40 % d'une valeur de 600 millions de dollars.

4. Changements comptables futurs

Consolidation des entités ad hoc

Au cours du trimestre, le Financial Accounting Standards Board (FASB) des États-Unis a publié une interprétation finale à l'égard de la consolidation des entités qu'il nomme « variable interest entities (VIE) » comprenant entre autres les entités ad hoc. Une norme canadienne sur ce sujet sera probablement finalisée dans le courant de cette année et elle devrait concorder avec l'interprétation du FASB.

L'interprétation du FASB exige la consolidation des VIE par le principal bénéficiaire. Une VIE est une entité a) dans laquelle l'investissement en capitaux propres à risque est insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier additionnel subordonné d'autres parties et/ou au sein de laquelle certaines caractéristiques essentielles relatives aux intérêts conférant un contrôle financier ne sont pas réunies et b) qui ne répond pas aux critères d'exemption précis. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui soit absorbera la majeure partie des pertes prévues de la VIE, soit en retirera des rendements résiduels ou les deux à la fois.

Les conséquences de ces modifications pour la Banque n'ont pas encore été déterminées.

Informations à fournir sur les garanties

L'ICCA a rendu public la note d'orientation finale concernant les informations à fournir sur les garanties. Cette note donne une définition élargie des garanties et exige la présentation d'informations beaucoup plus significatives sur les garanties. Les critères relatifs à la constatation et à l'évaluation demeurent inchangés. Les directives comptables canadiennes entreront en vigueur pour le prochain trimestre.

5. Charges liées à l'Argentine

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2002, en raison de la gravité de la crise politique et économique qui touchait l'Argentine à cette époque, une importante provision pour créances irrécouvrables et autres charges a été constituée à l'égard des activités de la Banque dans Scotiabank Quilmes et du risque outre-frontière lié à l'Argentine.

En septembre 2002, Scotiabank Quilmes a cessé ses activités après la conclusion des ententes passées avec les autorités financières argentines et autres institutions du secteur privé. Conformément à ces ententes, certains dépôts ont été transférés au gouvernement de même qu'un montant équivalent sous forme de prêt consenti à un État souverain. Le reste des actifs ou des obligations a été soit assumé par d'autres institutions financières locales, soit transféré à une fiducie de liquidation argentine.

Suite à ces événements, la Banque n'exerçant plus aucun contrôle sur Scotiabank Quilmes, elle a cessé de consolider le reste des actifs et des obligations ainsi que les résultats d'exploitation. Parallèlement, une perte sur cession a été imputée au poste Frais autres que d'intérêts à l'état consolidé des revenus dans le secteur Opérations internationales. En outre, la Banque a enregistré un recouvrement fiscal relativement à la cession de son placement dans Scotiabank Quilmes.

On trouvera dans le tableau de la page 17 l'information sur le total de la provision et des charges inscrites pour l'exercice 2002 à l'égard des activités de la Banque dans Scotiabank Quilmes et à l'égard des actifs à risque outre-frontière lié à l'Argentine.

Argentine

Sommaire des charges liées à l'Argentine

	Pour le trimestre		Exercice
	terminé le		
(en millions de dollars)	31 octobre 2002	31 janvier 2002	2002
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(46) \$	500 \$	454 \$
Autres revenus :			
Perte sur valeurs mobilières	-	20	20
Services bancaires d'investissement	(4)	-	(4)
Autres ⁽¹⁾	-	87	87
Frais autres que d'intérêts :			
Perte sur cession des activités d'une filiale ⁽²⁾	237	-	237
Total de la provision et des charges avant les impôts sur le revenu	187	607	794
Provision pour impôts sur le revenu (recouvrement)	(187)	(67)	(254)
Total	- \$	540 \$	540 \$

(1) Tient compte de la « pesofication » (par « pesofication », on entend les effets de la conversion en pesos argentins d'actifs et d'engagements libellés en dollars US à des taux différents et extérieurs au marché, tel que prescrit par le gouvernement argentin).

(2) La perte sur cession des activités d'une filiale est présentée déduction faite d'un gain de change de 95 \$, qui a été viré aux bénéfices non répartis. Ce gain de change annule principalement la perte de change découlant de la dévaluation du peso argentin au titre de la provision sur créances irrécouvrables constituée au premier trimestre de 2002.

Les résultats de la Banque Scotia pour l'exercice 2002 incluaient des charges de 540 millions de dollars (après impôts) en raison de la gravité de la crise politique et économique qui touchait l'Argentine à cette époque et de ses effets sur le risque auquel la Banque se trouvait exposée en Argentine. La direction estime que l'analyse de la performance de la Banque est améliorée si l'on exclut ces charges en raison de leur ampleur et de leur nature. Cette approche identifie les revenus sous-jacents et permet de comparer avec plus de pertinence les résultats d'un exercice à l'autre et d'un trimestre à l'autre. Néanmoins, les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les sociétés informent les lecteurs que leurs revenus ont été ajustés par rapport à la manière de les présenter suivant les principes comptables généralement reconnus et peuvent de ce fait ne pas être comparables aux mesures des résultats sous-jacents utilisés par d'autres sociétés.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Comme l'indiquait de façon détaillée la page 32 de notre Rapport annuel 2002, la direction de la Banque répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information financière que la Banque publie. Le système de contrôle interne de l'information financière que la Banque a établi et maintient en place lui permet de s'assurer, avec une certitude raisonnable, que les opérations sont correctement autorisées et comptabilisées, les biens protégés et les passifs dûment comptabilisés. La Banque dispose également d'un système de contrôle pour garantir une présentation fidèle de l'information financière qu'elle communique.

Lorsque la Banque a déposé son Rapport annuel 2002 auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis le 25 février 2003, elle y a joint des certifications, portant la signature du chef de la direction et celle du chef des affaires financières, afin d'attester que les états financiers contenus dans ce Rapport annuel 2002 reflètent une image fidèle de sa situation et que ses procédés de présentation de l'information ainsi que ses mesures de contrôle interne sont efficaces. Enfin, la Banque s'est volontairement pliée à un processus interne de certification du même ordre relativement à l'information contenue dans le présent rapport.

Information sur les actions

<i>(en milliers d'actions)</i>	31 janvier 2003
Actions privilégiées en circulation :	
Série 9	10 000
Série 11	9 993
Série 12	12 000
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	
	250
Titres fiduciaires Série 2000-1 émises par Fiducie de Capital Scotia	
	500 ⁽¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émises par Fiducie de Capital Banque Scotia	
	750 ⁽¹⁾
Actions ordinaires en circulation	
	503 666
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	
	28 263 ⁽²⁾

(1) *Figurant au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » dans le Bilan consolidé.*

(2) *Comprenant 6 521 options d'achat d'actions avec composante DPV.*

On trouvera plus de détails aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2002 figurant dans le Rapport annuel 2002, et à la note 3 figurant à la page 15 du présent rapport.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débiteures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
7 janvier	29 janvier
1 ^{er} avril	28 avril
2 juillet	29 juillet
7 octobre	29 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 4 mars 2003 à compter de 14 h 30 HE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant

le 1 800 814-4853, 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur transparents, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur Relations avec les investisseurs dans le site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 4 mars au 18 mars 2003, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 236995 suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements divers

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : (416) 981-9633; 1 800 564-6253
Télécopieur : (416) 263-9394; 1 888 453-0330
Courriel : caregistryinfo@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 621-3777

Coagent de transfert (Royaume-Uni)
Computershare Investor Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bedminster Down
Bristol BS99 7NH
United Kingdom
Téléphone : +44 870 702 0003
Télécopieur : +44 870 703 6101

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le :

Secrétariat général
Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Les analystes financiers, les portefeuillistes et autres investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque, sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements seront adressées au Service des relations publiques à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.